

ISRAËL ET LA BOMBE

CAMILLE MANSOUR *

Par rapport au nucléaire Israël joue de deux facettes, l'une qui se résoud en une non-adhésion au régime international de non-prolifération et la seconde qui tient à une ambiguïté entretenue sur l'état de son option nucléaire alors que tout le monde sait qu'il détient la bombe.

L'auteur se propose de reconstruire et de comprendre la doctrine nucléaire israélienne à partir de la fonction effective remplie par la bombe dans les rapports entre Israël et ses voisins depuis la fin des années 1950 et évoque la question et les conditions de l'adhésion d'Israël au TNP.

Depuis l'entrée en vigueur du Traité de non-prolifération nucléaire en 1970, l'option nucléaire israélienne a été l'objet d'un double exceptionnalisme. Israël n'est pas signataire du TNP, alors que 190 États l'ont fait, y compris tous les États de la région du Moyen-Orient. Il prétend maintenir une politique d'ambiguïté sur l'état de son option nucléaire, alors qu'« il sait que tout le monde sait » qu'il détient la bombe. Afin d'être en mesure de fermer les yeux sur le développement israélien de la bombe, les États occidentaux se sont plu à se cacher derrière la fameuse formule utilisée par les dirigeants israéliens depuis les années 1960 : « Israël ne sera pas le premier à introduire l'armement nucléaire au Moyen-Orient. » Cependant la non-adhésion d'Israël au TNP et sa politique de l'ambiguïté n'ont pas qu'une dimension diplomatique. Elles recouvrent aussi une certaine capacité nucléaire qui est supposée déterminer une doctrine d'emploi/non-emploi censée être adaptée à l'environnement de l'espace israélien, le tout ayant des conséquences stratégique-politiques sur les rapports entre Israël et ses voisins. Dans cet article, j'essaierai de reconstruire

* PROFESSEUR DE RELATIONS INTERNATIONALES ET DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT ET D'ADMINISTRATION PUBLIQUE À L'UNIVERSITÉ DE BIRZEIT, PALESTINE

et de comprendre la doctrine nucléaire israélienne à partir de la fonction effective remplie par la bombe dans les rapports entre Israël et ses voisins depuis la fin des années 1950 et je conclurai sur la question de l'adhésion d'Israël au TNP.

Un mot d'abord sur la capacité nucléaire, ou ce qu'on appelle communément la bombe israélienne, c'est-à-dire les têtes nucléaires ainsi que leurs vecteurs, tant au point de vue de leur nature que de leur nombre. Passant en revue différentes sources sur la question, la Fédération des scientifiques américains (FAS) estime qu'Israël possède aujourd'hui entre 100 et 200 ogives nucléaires, dont différents types d'armes nucléaires tactiques¹. En ce qui concerne les vecteurs, la Fédération les détaille comme suit :

- un nombre indéterminé de missiles sol-sol (SSM) à courte portée *Lance* (130 km/450kg) de fabrication américaine ;
- une centaine de SSM *Jéricho-1* (500-750 km/500 kg) de conception française ;
- quelques fusées *Jéricho-2* (1500-4000 km/1000 kg) développées par Israël. Certains observateurs pensent que *Jéricho-2* consiste en les deux premiers étages du lanceur de satellite *Shavit* ;
- des missiles de croisière de la famille *Popeye*, soit lancés à partir d'avions de combat et ayant une portée propre de 150 à 350 km, soit lancés de sous-marins *Dolphin* de fabrication allemande, avec une portée qui pourrait atteindre 1500 km.

Il faut bien entendu compléter ce rapide tableau par la poursuite active du programme anti-missile *Arrow* et le déploiement de satellites d'observation *Offeq* permettant de détecter le développement de menaces non conventionnelles dans la vaste région entourant le territoire israélien.

Malgré le flou entretenu par les autorités israéliennes (y compris des doses d'informations savamment distillées de temps à autre) et les divergences qu'on peut constater en relisant la littérature sur la capacité nucléaire israélienne au point de vue de la quantité d'ogives et de la portée exacte des vecteurs, un consensus émerge sans aucun doute : Israël possède, relativement à la France ou même à la Chine, une capacité appréciable d'« overkill » à l'encontre de son environnement régional et sa panoplie nucléaire inclut des armes tactiques. Ceci pose bien évidemment la question de l'adéquation entre, d'une part, les programmes de développement de systèmes d'armes et la capacité

¹ Voir la page <http://fas.org/nuke/guide/israel/nuke/index.html> consultée le 02/07/2007.

technologique qui en résulte et, d'autre part, la doctrine qui est supposée sous-tendre ou accompagner l'ensemble.

L'usage de la bombe

Au départ, c'est-à-dire dès la fin des années 1950, l'option nucléaire se voulait être une option de « dernier recours ». On se plaisait à souligner, dans l'entourage du premier ministre de l'époque, David Ben Gourion, l'asymétrie entre Israël et ses voisins, tant au point de vue géographique que démographique : un territoire exigu et sans profondeur stratégique face à un vaste espace arabe ; une population israélienne n'ayant pas encore atteint les deux millions d'âmes face à une centaine de millions d'Arabes. Il était commode aussi de mettre en exergue l'asymétrie politique, d'un côté une démocratie éprise de paix et de l'autre, des tyrans décidés à la détruire. On pouvait même imaginer le scénario d'apocalypse : une coalition d'armées arabes envahissant simultanément Israël de tous les côtés. Face à cette vulnérabilité supposée, la bombe pouvait apparaître comme constituant la seule police d'assurance possible ². Jetant un coup d'œil rétrospectif, la plupart des stratèges israéliens pensent aujourd'hui que la stratégie nucléaire israélienne était la bonne du fait qu'elle n'a cessé de dissuader une attaque arabe d'envergure visant à la destruction de l'État juif. Seuls de rares chercheurs comme Zeev Maoz ont essayé d'exposer le caractère fallacieux de cette démonstration ³.

Pour que la perception de Ben Gourion à propos de la menace arabe corresponde à la réalité, explique Maoz, il aurait fallu, à part la rhétorique des dirigeants arabes de l'époque, que se constitue une solide coalition inter-arabe et que de véritables préparatifs militaires soient entrepris par les États arabes, principalement par l'Égypte. Or, poursuit Maoz, au moment où les dirigeants israéliens décidaient de se doter de la bombe, c'est-à-dire au tournant des années 1960, la « menace arabe » était en train de s'amenuiser, tant en termes de coalition que d'effort militaire. Il est

² Pour le travail le plus récent, quoique journalistique concernant l'origine du choix nucléaire israélien, voir Michael Karpin, *The Bomb in the Basement : How Israel Went Nuclear and What that Means for the World*, New York : Simon & Schuster, 2006. Pour un travail plus académique, voir : Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York : Columbia University Press, 1998.

³ Zeev Maoz, « The Mixed Blessing of Israel's Nuclear Policy », *International Security*, vol. 28, n° 2, automne, 2003.

même légitime de penser que d'autres facteurs incitaient à l'option nucléaire : peut-être le désir de faire comme les « grands », de prouver et de se prouver qu'un fossé technologique sépare Israël de ses voisins. Pourtant, ce n'est pas l'inadéquation entre la décision israélienne de développer le nucléaire et la conjoncture prévalant à l'époque qui pose véritablement problème. Supposons en effet que l'option nucléaire n'était pas liée à la conjoncture et était plutôt le produit d'une perception israélienne qui se voulait prévoir la pire éventualité, même improbable, sur le long terme. La question qui se pose alors, c'est de savoir si le programme nucléaire israélien puis la détention effective de la bombe ont dissuadé véritablement les États de la région et de quelle manière depuis le milieu des années 1960 jusqu'à aujourd'hui.

Tout indique au départ que, dès la fin des années 1950, l'Égypte n'ignorait pas que le réacteur de Dimona était susceptible de servir à un usage militaire et le président Nasser lui-même évoqua la question dans un discours en décembre 1960. Quand, en 1963, des émissaires du président Kennedy lui proposèrent que Washington œuvre en vue d'un contrôle du programme nucléaire israélien en contrepartie du gel de l'effort égyptien visant à développer des missiles balistiques, Nasser répondit que la politique de l'Égypte à l'égard d'Israël était une politique défensive et que la production par Israël de matières fissiles à usage militaire porterait l'Égypte à anticiper par une « guerre de protection »⁴. Si l'Égypte, au cours des années suivantes a bien été en deçà de cet avertissement, ce n'est pas parce qu'elle en a été dissuadée par la bombe israélienne, mais parce que l'amour-propre dans les consultations diplomatiques amène à prendre des positions qui ne sont pas nécessairement programmatiques. Car si d'une part, les dirigeants égyptiens s'étaient sentis dissuadés par la bombe israélienne en devenir et si d'autre part, leur politique de défense avait été réellement volontariste, ils auraient renforcé leur potentiel militaire classique pour être en mesure de faire face à la suprématie israélienne (au lieu par exemple d'envoyer le tiers de l'armée égyptienne guerroyer au Yémen). Bien entendu, cela ne veut pas dire que la dissuasion israélienne ne fonctionnait pas, mais elle était d'ordre conventionnel. Quant au profil bas qu'Israël voulait maintenir à propos de son programme nucléaire militaire (ce qu'on qualifie de politique d'ambiguïté), il n'ajoutait rien à la dissuasion israélienne, comme on le prétend, mais le silence qui l'accompagnait

⁴ Cohen, *op. cit.*, p. 246-9.

arrangeait plutôt une Égypte nassérienne sensible aux réactions éventuelles de l'opinion publique arabe.

La rupture du statu quo en mai 1967 par l'Égypte (demande du retrait des forces d'interposition de l'ONU, déploiement de l'armée égyptienne dans le Sinaï) en réponse aux menaces israéliennes contre la Syrie constituait sans aucun doute un défi à la dissuasion conventionnelle israélienne, tout en étant du point de vue égyptien une démonstration de force essentiellement politique. A cet égard, il ne semble pas que l'option nucléaire israélienne ait été un facteur dans la prise de décision du Caire. Cependant, telle n'était pas la perception à Tel-Aviv puisque, on le sait maintenant, le souci de protéger le réacteur de Dimona constitua un des facteurs ayant amené les dirigeants israéliens à lancer l'attaque préventive au début du mois de juin. Il semble aussi qu'à la fin du mois de mai, les ingénieurs de Dimona rendirent opérationnelle la capacité nucléaire israélienne en « improvisant » deux engins nucléaires explosifs⁵. On ignore jusqu'à maintenant si les dirigeants israéliens menacèrent – en secret – Nasser de représailles nucléaires si jamais il décidait d'une attaque généralisée contre le territoire israélien.

Quoi qu'il en soit, la fulgurante victoire israélienne et l'occupation de nouvelles terres arabes provoquèrent la mise en place – cette fois programmatique – d'un substantiel effort militaire de la part de l'Égypte et de la Syrie. Il serait ridicule, bien entendu, de penser que ces deux pays (qui figurent parmi les premiers signataires du TNP en 1968) pussent être dissuadés d'entreprendre cet effort par une quelconque menace nucléaire israélienne. Pour ces deux pays, l'objectif était maintenant de récupérer, par la force s'il le fallait, le Sinaï et le Golan. S'il pouvait donc y avoir un doute sur les intentions arabes en 1967 en ce qui concerne le respect de l'intégrité territoriale d'Israël, le doute n'était plus permis en 1973 quand les troupes égyptiennes et syriennes prirent l'initiative de la guerre. Si la dissuasion nucléaire israélienne avait pour but la protection du sanctuaire israélien, elle était donc sans objet face à la tentative syro-égyptienne de prendre pied sur leurs territoires perdus quelques années plus tôt. Cependant, là aussi, la réaction des dirigeants israéliens face à l'attaque-surprise et au choc des batailles perdues entre le 6 et le 8 octobre fut de prendre des mesures « pré-nucléaires » et de déployer les missiles Jéricho capables comme on sait de porter des têtes nucléaires. Certains pensent que ce déploiement avait pour but principal de faire

⁵ *Id.*, p. 273-4.

pression sur l'administration américaine afin qu'elle prenne la décision d'approvisionner l'armée israélienne le plus rapidement possible. Mais quelle qu'en fût la raison, on ne peut qu'observer l'inadéquation entre l'éventualité de déployer une arme de dernier recours et la nature de la menace égypto-syrienne.

C'est au-delà de la ligne de front qu'Israël a connu son premier défi nucléaire. En voulant se doter d'un réacteur civil avec l'appui de la France, l'Irak, lui-même signataire du TNP, voulait probablement être en mesure de développer, s'il le fallait, l'arme nucléaire. Pour l'Irak, la menace résidait plus en Iran qu'en Israël. Mais la destruction du réacteur Osirak par l'aviation israélienne en juin 1981, que beaucoup avaient applaudie à l'époque, exacerba les aspirations irakiennes au lieu d'y mettre un terme : l'objectif irakien devenait cette fois franchement militaire et était entouré par le plus grand secret. Ici aussi, cela en dit long sur le prétendu succès de la dissuasion nucléaire israélienne. Au contraire, l'effort irakien après 1981 et jusqu'au début des années 1990 pouvait être considéré comme s'insérant dans la recherche de la dissuasion mutuelle avec Israël. Cependant, il n'en était pas moins déstabilisateur. Pour que la dissuasion mutuelle opère dans le sens de la stabilité, il faut, après une longue course vers la parité, émaillée de crises dangereuses et d'un dur apprentissage politique, qu'elle soit reconnue comme telle par les parties. C'est le cas par exemple aujourd'hui de l'Inde et du Pakistan. Or dans le cas présent, l'Irak n'était pas encore parvenu au bout de la course, même si son président prétendait au printemps 1990 que son pays était capable de détruire la moitié d'Israël en cas d'attaque de ce dernier, et ceci sur un arrière-plan de campagnes très médiatiques à Tel-Aviv, Washington et Londres (affaire du canon géant irakien). Peut-être Saddam Hussein faisait-il une référence implicite aux missiles irakiens et à l'arme chimique. Mais quoi qu'il en soit, Israël était maintenant devant le défi de ne pas perdre sa position stratégique dominante et sa capacité de dissuasion nucléaire unilatérale et, pour cela, devait considérer la possibilité de prendre appui sur sa supériorité conventionnelle et sa capacité à atteindre avec précision tout objectif irakien ou arabe... Du point de vue du strict équilibre stratégique, Israël pouvait être tenté (et était par conséquent perçu comme étant réellement tenté) de frapper en premier avant que la menace irakienne ne devienne véritablement crédible.

Et pourtant, rien de la sorte n'eut lieu. Soit les dirigeants israéliens avaient des doutes sur leur capacité à relever le défi irakien par des frappes préventives, soit ils attendaient un moment favorable. La conquête du Koweït par l'Irak, en provoquant

l'intervention américaine, leur épargna le dilemme et peut-être l'échec. Au lendemain de la défaite infligée à l'Irak par l'armée américaine, le journaliste militaire israélien Zeev Schiff dira que la façon dont la guerre s'était déroulée avait été « presque un miracle pour Israël », suggérant par là que les défis qui étaient posés à la dissuasion israélienne avant l'invasion du Koweït étaient bien plus difficiles à relever qu'on ne voulait le reconnaître⁶. Bien entendu, le fait que l'Irak lança ses fusées contre le territoire israélien durant la guerre et que Washington demanda fermement à Tel-Aviv de ne pas riposter atteste aussi de l'échec de la dissuasion israélienne tant conventionnelle que nucléaire. Il faudrait peut-être en tirer une leçon au point de vue de l'analyse stratégique tant au niveau des observateurs que des acteurs eux-mêmes : le fait qu'un système régional soit pénétré par une ou plusieurs grandes puissances extérieures fausse ou au moins complique les considérations ou perceptions sur les rapports de force et la dissuasion. En envahissant le Koweït et en provoquant la mobilisation militaire américaine à son encontre, l'Irak l'a appris à ses dépens. Israël lui-même n'avait pu développer son potentiel conventionnel et nucléaire que grâce à l'appui actif de la France avant 1967 et à l'appui ou la permissibilité américaine dès la fin des années 1950.

L'échec de la dissuasion israélienne révélée par la crise du Golfe en 1990-1991 n'est pas un échec purement objectif. C'était aussi un échec subjectif, et ceci est bien plus grave, puisque la dissuasion n'a pas pour but de punir, mais de prévenir et contient par conséquent pour réussir un rapport psychologique entre le dissuadant et le dissuadé. A partir du moment où les responsables politiques et militaires israéliens se préoccupent de la protection des foyers contre les armes chimiques, soufflent un vent de panique dans leur opinion publique – et ceci fut le cas en 1991 et aussi en 2003 lors de l'invasion américaine de l'Irak – et se lancent dans le développement d'un système anti-missile, ils manifestent alors un véritable doute sur leur propre stratégie. Ceci ne veut pas dire bien entendu que les responsables politiques et militaires ne doivent pas se préoccuper de la protection de leurs concitoyens, mais il me semble que dans les deux cas en question, ils l'ont fait au prix de la cohérence de leur stratégie nucléaire et peut-être même au prix de son efficacité. Essayons de comprendre pourquoi.

⁶ Zeev Schiff, « Israel After the War », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 2, printemps 1991.

Quel sanctuaire israélien ?

Il me semble que la confusion israélienne à propos de ce qui fait et ne fait pas partie de son territoire, de son sanctuaire (jointe à l'arrogance que procure la supériorité militaire classique), est la raison principale des doutes et des questionnements sur la stratégie nucléaire israélienne. Dès le lendemain de la guerre de 1967, les trois principaux acteurs du front acceptent progressivement l'idée d'un Israël souverain sur le territoire tel qu'il était à la veille de la guerre : d'abord l'Égypte ; ensuite la Syrie ; enfin, lentement mais sûrement, les Palestiniens sous l'égide de l'OLP. Pour ces trois acteurs, auxquels se sont joints la plupart des États arabes, la fin du contentieux avec Israël devait obéir à une équation simple : la paix en échange de la récupération de tous les territoires occupés en 1967. Cette « conversion », pratiquement linéaire, des acteurs officiels arabes ne signifiait nullement une reconnaissance de la légitimité historique du programme sioniste, mais elle ne signifiait pas moins une disposition à reconnaître *de jure* l'État d'Israël dans le cadre de traités de paix. Le problème, c'est que la même disposition au compromis ne s'est pas manifestée avec la même linéarité côté israélien. Il suffit de rappeler la fameuse déclaration de Moshe Dayan après la guerre de 1967 sur le fait que Sharm el-Sheikh sans la paix valait mieux que la paix sans Sharm el-Sheikh, l'annexion de Jérusalem-Est, la colonisation des territoires palestiniens occupés en 1967, l'application du droit israélien sur le Golan. Quant au traité de paix séparé israélo-égyptien qui advint en 1979 après le choc de la guerre d'Octobre, son objectif n'était pas uniquement de faire sortir l'État arabe le plus puissant du cadre de la confrontation, il était aussi de compenser l'évacuation du Sinaï par la consolidation de la mainmise israélienne sur les autres territoires occupés.

Pourtant la détention de la bombe, eu égard à la supériorité incontestée d'Israël au point de vue conventionnel, aurait pu être l'objet d'une doctrine de non-emploi dans le but de « sanctuariser » le territoire israélien dans ses frontières d'avant 1967, ce qui aurait eu pour conséquence de favoriser l'idée de l'évacuation des territoires occupés au terme de négociations sérieuses avec la Syrie et l'OLP et, par un phénomène de rétroaction positive, de rendre inutile la bombe israélienne dans un Proche-Orient apaisé. Au lieu de cela, et malgré le processus de Madrid dès 1991 et les accords d'Oslo, le contentieux israélo-arabe est ravivé : poursuite de l'occupation du Sud-Liban (jusqu'en 2000), échec des négociations sur le Golan, aggravation de la colonisation dans les territoires palestiniens, permissivité américaine à l'égard d'Israël,

stratégie américaine agressive dans tout le Moyen-Orient. Ayant politiquement affaibli ceux des acteurs arabes qui avaient misé sur la négociation, voilà qu'Israël contribue de lui-même à élargir le cercle de ceux qui s'opposent à lui au-delà de l'arabité : axe Iran-Syrie-Hezbollah, montée du Hamas, islamismes sous différentes formes. Il faut ajouter aussi, que comme du temps de l'arabisme dans les années 1950 et 1960, la réprobation du comportement israélien par l'opinion publique arabo-musulmane est commodément utilisée par des acteurs régionaux afin de marquer des points dans la compétition qui les met face à face (telle la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, ou la lutte acharnée entre les islamistes d'al-Qâ'ida et cette dernière).

Que signifie tout cela en termes de stratégie nucléaire ? Il me semble que l'extension du contentieux israélo-arabe crée, d'une part, une incertitude chez les Israéliens à propos de leur propre doctrine et, d'autre part, a un effet potentiellement déstabilisateur dans leurs rapports avec leurs adversaires. *Du point de vue des Israéliens*, la lecture de la nature de la menace devient malaisée : comment distinguer ceux qui n'utilisent l'inimitié contre Israël que comme carte dans une compétition interne ou intra-régionale, de ceux qui n'aspirent qu'à la récupération des territoires occupés en 1967 et de ceux qui veulent la poursuite du conflit jusqu'à l'établissement d'un État binational dans la Palestine du mandat britannique ? Ceci a pour conséquence de la part des dirigeants israéliens d'exagérer la nature de la menace, de nourrir la crainte que toute concession ne signifie un aveu de faiblesse, d'entreprendre une quête toujours renouvelée de gagner sur tous les fronts et contre toutes sortes de menaces, d'œuvrer contre toute velléité arabo-musulmane d'accéder à la technologie nucléaire et donc à la dissuasion mutuelle, d'élargir la panoplie de systèmes d'armes possibles au gré des demandes d'un « complexe militaro-technologique » tel le système anti-missile et l'ANT, ce qui introduirait cette dernière comme arme de combat en cas de doute sur la capacité à emporter la décision sur le champ de bataille par des moyens conventionnels. *Du point de vue des adversaires d'Israël*, la supériorité conventionnelle de ce dernier, sa détention de la bombe et sa mainmise sur les territoires occupés provoquent en retour des stratégies à multiples facettes suivant les acteurs concernés : bombes humaines, bombardement « artisanal » et résistance locale (exemples palestiniens), missiles de courte et de moyenne portée (exemple Hezbollah), défense active mi-guérilla mi-classique contre toute invasion (modèle Hezbollah 2006, probablement imité par la Syrie), missiles de longue portée avec possibilité d'ogives chimiques (modèle Syrie), développement d'un nucléaire civil à potentialité militaire (Iran).

L'hésitation (ou la confusion) d'Israël sur la stratégie nucléaire est sûrement le résultat de la fameuse « ambiguïté » étonnamment louée sur sa détention de la bombe. En fait, il ne s'agit pas d'ambiguïté, mais d'opacité⁷ ou de camouflage de la réalité. Ce camouflage n'a pas uniquement pour conséquence de fournir un prétexte commode à la permissivité américaine (et européenne) à propos de ce que fait Tel-Aviv en ce domaine, mais a aussi pour effet d'interdire un débat public à l'intérieur d'Israël sur la question⁸. L'intérêt d'un débat public, c'est d'en circonscrire les termes, de créer progressivement un consensus, de rendre les responsables politico-militaires « comptables » de ce qu'ils disent et font, de créer des certitudes chez soi et chez l'adversaire sur une question aussi vitale. Certes, il est théoriquement possible qu'une doctrine précise (telle que « riposte graduée » ou « coup de semonce ») ait été développée en secret par les stratèges israéliens, mais étant secrète, elle n'est ni déchiffirable par les adversaires ni n'engage réellement les responsables politico-militaires israéliens si et quand survient une crise. Je pense que dans le domaine nucléaire, une doctrine secrète équivaut finalement à une absence de doctrine.

Il est possible maintenant de conclure par un retour à la question de l'adhésion d'Israël au TNP. On pourrait penser que le TNP a été doublement profitable à Israël : d'une part, parce que sa non-adhésion lui a permis, comme on l'a vu, de garder ses options ouvertes ; d'autre part, et inversement, parce que l'adhésion des États voisins lui a permis de bénéficier des contraintes que le TNP impose à ces États. Mais on a vu aussi que ce « deux poids – deux mesures », loin d'avoir des conséquences stabilisantes pour la région, a porté des États comme l'Irak et l'Iran à se nucléariser, a été un des facteurs de la catastrophe irakienne depuis 1991 et est susceptible de provoquer une grave crise internationale avec l'Iran. Amener Israël à adhérer au TNP indiquerait que les puissances occidentales traitent tous les États de la région selon les mêmes principes et faciliterait du même coup le respect par ces derniers de leurs engagements internationaux. Bien entendu, l'adhésion d'Israël au TNP devrait se faire en qualité d'État non-nucléaire et non, comme certains ont pu le proposer, en tant qu'État nucléaire. Cette dernière éventualité qui impliquerait

⁷ Avner Cohen, « Israel's Nuclear Opacity : a Political Genealogy », in Steven L. Spiegel, Jennifer D. Kibbe et Elizabeth G. Matthews, *The Dynamics of Middle East Nuclear Proliferation*, Lewiston, NY : Edwin Mellen Press, 2001.

⁸ Maoz, *op. cit.*, p. 71.

aussi la reconnaissance du même statut au Pakistan et à l'Inde ouvrirait une boîte de Pandore au niveau international et aurait des retombées extrêmement négatives au niveau régional.

Il reste qu'il serait naïf de penser que l'adhésion d'Israël au TNP en tant qu'État non-nucléaire puisse se faire sans de grandes difficultés. L'argument – ou le prétexte – qu'utilise Israël avec le soutien des puissances occidentales est que l'État juif est en danger. Si tel est le cas, la tâche principale qui incombe à Israël et aux puissances qui le soutiennent est la recherche de la paix. En d'autres termes, il est important de rompre le cercle vicieux concernant la relation entre la bombe et la prétendue situation spécifique d'Israël : on se refuse à demander la dénucléarisation d'Israël puisque sa sécurité est menacée ; on se refuse à lui demander de prendre les mesures propres à lui assurer véritablement sa sécurité (retrait des territoires occupés) puisqu'il est militairement très fort. Pour rompre ce cercle vicieux, les États signataires du TNP, c'est-à-dire la communauté internationale dans son ensemble, devraient faire pression sur les États-Unis, principal protecteur d'Israël, afin que soient simultanément résolues et la question du conflit israélo-arabe et la question de la nucléarisation d'Israël. L'exemple de l'Afrique du Sud où la fin de l'apartheid a été intimement liée à la dénucléarisation indique le chemin à suivre. Le problème, c'est que malheureusement, on n'en est pas là.

